

COMITÉ NATIONAL  
POUR LA LIBERTÉ  
DE LA PRESSE (CNLP)

Appel à la dépenalisation  
du délit de presse

Dans le sillage de l'état d'urgence, le pouvoir algérien a renforcé en 2001, à travers l'amendement apporté au code pénal, la coercition à l'encontre de la presse et des journalistes.

La corporation de la presse s'était élevée depuis contre les articles 144 et 144 bis du code pénal qui sanctionnent les délits de presse, y compris par l'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 5 années fermes. Revendication unanime de la corporation mais aussi de l'ensemble des démocrates et des républicains, la dépenalisation du délit de presse se pose aujourd'hui plus que jamais avec acuité. Tout autant que l'élaboration urgente et concertée d'un statut professionnel pour les journalistes. Fidèles au combat mené par leurs aînés dans la foulée du soulèvement d'Octobre 1988 pour les libertés de la presse et d'expression mais fidèles aussi aux sacrifices extrêmes payés par d'autres pour que vive l'idéal démocratique, les journalistes Algériens appellent à la dépenalisation immédiate et inconditionnelle des délits de presse. Ils appellent aussi à la levée du monopole de l'Etat sur les médias audiovisuels.

N.B. : pour signer l'appel envoyez à [liberte-presse@hotmail.com](mailto:liberte-presse@hotmail.com)

Signataires :

- |                         |   |
|-------------------------|---|
| 1-Rabah Abdellah        | 71-Yacine Mohellebi   |
| 2-Khelaïfia Zoubir      | 72-Ghania Lassal  |
| 3-Fouad Boughanem       | 73-Ali Titouche   |
| 4-Mehdi Mehenni         | 74-Yahia Arkat  |
| 5-Ali Benyahia          | 75-Samir Leslous  |
| 6-Akli Rezouali         | 76-Salah Slimani  |
| 7-Lyas Hallas           | 77-Mahmoud Mamart   |
| 8-Kader Bakou           | 78-Mounir Abi   |
| 9-Badreddine Manaa      | 79-Said Chekri  |
| 10-Sid Samir            | 80-Arab Chih  |
| 11-Hakim Laalam         | 81-Nadia Melal  |
| 12-Nacer Belhadjoudja   | 82-Khellil Abderrazak   |
| 13-Abder Bettache       | 83-Aomar Ouali  |
| 14-Nawal                | 84-Hana Menasria  |
| Imessaoudene            | 85-Djillali Benyoub   |
| 15-Salima Akkouché      | 86-Ahmed Halli  |
| 16-Samir Hamma          | 87-Amel Korchi  |
| 17-Bennaceur            | 88-Mohamed Sifaoui  |
| Mohamed Cherif          | 89-Rafik Baba Ahmed   |
| 18-Naima Yachir         | 90-Nacer Benzekri   |
| 19-Amine Andaloussi     | 91-Ryad Mammeri   |
| 20-Mohamed Bouchama     | 92-Said Ouidir  |
| 21-Hayet Meghrief       | 93-Karim Aimeur   |
| 22-Hafid Tarek          | 94-Said Boufatah  |
| 23-Mohand Aziri         | 95-Naima Bachir   |
| 24-Ferrah Menad         | 96-Kamel Ouhnia   |
| 25-Mouloudj Mohamed     | 97-Llies Banabdeslam  |
| 26-Triaa Walid          | 98-kamel Medjdoub   |
| 27-Ouargli Nacima       | 99-Mohamed guerfi   |
| 28-Boukhlef Ali         | 100-Mahmoud Chaal   |
| 29-Lyès Menaceur        | 101-Alicia Louisa Bourabaa  |
| 30-Azzedine Makhtour    | 102-Youcef Tahar  |
| 31-Hocine Adryen        | 103-Ahmed Brahimi   |
| 32-Abdelhalim Mouhou    | 104-Dr Ali Tarek Benmakhlouf  |
| 33-Nesrine Bensemra     | 105-Abdallah Tamine (RAIDH)   |
| 34-Djama Younes         | 106-Sedjal Azzedine   |
| 35-T. Gacem             | 107-Zouhir Ait Mouhoub  |
| 36-Ahmed Kessi          | 108-Fadel Lazhar  |
| 37-Amina Azoune         | Djenidi   |
| 38-Farouk Bouamama      | 109-Nadjia Bouzeghrane  |
| 39-Boularej Naima       | 110-Samir Ben   |
| 40-Zineb Messaoudene    | 111-Allam Daoud   |
| 41-Mohamed Redouane     | 112-Nabila Guesmia  |
| 42-Mokrane Ait Ouarabi  | 113-Lahouari  |
| 43-Nabila Amir          | Bouhassoune   |
| 44-Fella Bouredj        | 114-Noureddine Rahmani  |
| 45-Said Rabia           | 115-Rachid Bouragba   |
| 46-Mustapha Benfodil    | 116-Hassan Zerrouky   |
| 47-Nacima Chaabani      | 117-Aziz Kersani  |
| 48-Maiche Zineb.A       | 118-Hafid Azzouzi   |
| 49-Guissem Ali          | 119-Tahar Medjdoub  |
| 50-Ait Laced Chaabane   | 120-Kahina Bordji   |
| 51-Belhouchet Omar      | 121-Djamal Chafa  |
| 52-Makedhi Madjid       | 122-Brahim Henine   |
| 53-Saci Kheireddine     | 123-Nourredine Nesrouche  |
| 54-Meddi Adléne         | 124-Pjillipe Leruth (vice président de la fédération européenne des journalistes FEJ) |
| 55-Tarek Ait Sellamet   | 125-Abdelghani Aichoune   |
| 56-Slimane Madani       | 126-Salim Koudil  |
| 57-Mourad Hachid        | 127-Farid Belgacem  |
| 58-Hacen Ouali          | 128-Hassiba Akram   |
| 59-Kamel Yamine         | 129-Nabila Chikhi   |
| 60-Abderahmane Semmar   | 130-Lounes Hocine   |
| 61-Beldjenna Rabah      | 131-Meriam Sadat  |
| 62-Kamel Belkadi        | 132-Hamid Saïdani.  |
| 63-Karim Kebir          |   |
| 64-Hadjer Guenancha     |   |
| 65-Belhouar Taouchichet |   |
| 66-Rym Nasri            |   |
| 67-Irane Belkhedim      |   |
| 68-Lahcene Oubira       |   |
| 69-Said Mekla           |   |
| 70-Mohand Redaoui       |   |

CONFÉRENCE DE PRESSE DE ALI YAHIA ABDENOUR :  
«Les Algériens veulent le changement»

A ceux qui s'échinent encore à faire croire que le pouvoir et le régime peuvent toujours s'amender, M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour répond sans malice mais avec beaucoup de sagesse : «Il n'y a rien à attendre de ce pouvoir.» Dans le discours de ce vieux militant des droits de l'homme, deux mots résonnent chargés de conviction et de détermination : le changement et la démocratie.

Farid S. - Alger (Le Soir) - Comme pour dire qu'il ne faut pas fléchir face à la répression policière que le pouvoir ordonne pour empêcher les Algériens de manifester pacifiquement dans la capitale et ailleurs, c'est debout que M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour a animé hier une conférence de la presse à la Maison de la presse Tahar-Djaout à Alger.

Mandaté dimanche par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD),

il était venu, outre informer des activités de la Coordination, délivrer un message fort, à savoir que la révolution pacifique est un processus lent, voire long mais à l'aboutissement certain. Ali Yahia Abdenour n'a pas manqué d'ailleurs, à l'occasion, d'emprunter à Victor Hugo l'une de ses célèbres citations : il faut libérer la liberté. Cette dernière, une fois libre, elle fera le reste. Pour l'orateur, il relève, chez les gens qui jugent de la mobilisation de la CNCD, du ridicule tant que les marches sont interdites et

réprimées. «Le jour où l'état d'urgence sera effectivement levé et les gens manifesteront librement, c'est à ce moment-là qu'on jugera de la mobilisation», a-t-il asséné. Ali Yahia Abdenour a estimé, en effet, que non seulement l'état d'urgence n'est pas réellement levé mais que, pis encore,

Alger est maintenue sous état de siège. Il a voulu pour illustration les trois marches interdites et réprimées de la CNCD, les 12, 19 et 26 février dernier.

Sa réplique s'est voulue aussi une réponse à ceux qui estiment que les populations rechignent à sortir dans la rue pour manifester. «Les gens ont toujours peur», a-t-il confirmé. Cependant, il a expliqué qu'«on ne veut pas de violence. On en a trop subi».

La révolution qu'il préconise est à l'instar de celle menée par Gandhi contre les Britanniques, pacifique, en somme. D'ailleurs, aux contradicteurs de la CNCD qui disent que l'Algérie n'est pas la Tunisie, ni l'Égypte, Ali Yahia



M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenour.

rétorque : «Nous avons connu une guerre de sept ans et demi, nous avons connu les révoltes de 1988, les événements tragiques des années 90 et les 126 morts du Printemps noir. L'Algérie, en effet, c'est plus que la Tunisie et l'Égypte.»

Parlant de la CNCD, Ali Yahia Abdenour a informé qu'à sa création, elle s'est proposé de relayer la contestation sociale et de militer pour le changement du régime et non un changement dans le régime. «Après la première marche, des associations satellites d'un parti politique qui s'était retiré ont commencé

à marquer le pas. Il fallait voter la seconde marche. Pour la troisième, étant en minorité, elles ont refusé le vote et se sont retirées», a-t-il indiqué, ajoutant que «ces organisations voulaient traiter avec le pouvoir. La Ligue des droits de l'homme se suffit de la levée de l'état d'urgence, le Snapap, lui, veut négocier avec le pouvoir».

Parlant de la lettre de Mehri à Bouteflika, Ali Yahia Abdenour dira que c'est la même lettre qu'il avait envoyée 12 années auparavant à Liamine Zeroual. No comment !

F. S.

BLIDA

Les imams s'en prennent à Ghoulamallah

Les imams et autres muezzins de la wilaya de Blida s'en sont pris hier au ministre des Affaires religieuses, Bouabdellah Ghoulamallah, l'accusant de n'avoir rien fait pour améliorer leur situation sociale, en nette détérioration, en raison de leur faible salaire.

Ceci a eu lieu à l'issue d'une intervention au cours de laquelle le ministre a tenté de leur indiquer la voie à suivre pour mener à bien leur mission, et ce, en vue de parvenir à apaiser la colère des citoyens, les jeunes notamment. La mosquée, leur dira-t-il, est le lieu idéal pour

apprendre aux jeunes le devoir de musulman.

Alors qu'il s'apprêtait à quitter la salle de conférences de la wilaya de Blida, un muezzin s'est levé pour prendre la parole. « Je parle au nom de tous les muezzins. Nous vivons une situation des plus désolantes et nos salaires

sont dérisoires. D'ailleurs, cela fait deux mois que nous n'avons pas perçu notre paie», tonnera-t-il, longuement applaudi par ses pairs, présents dans la salle.

Un autre imam fera un sévère réquisitoire contre la dévalorisation de leur profession. «Mon fils est né dans le logement de fonction de la mosquée. Il a 10 ans aujourd'hui. Continuera-t-il à vivre toute sa vie dans une mosquée ? N'ai-je pas droit donc à un logement de l'Etat ?», s'interrogera ce dernier.

Le ministre a promis d'étudier leur cas et d'essayer de trouver les solutions adéquates. En parallèle, il fera savoir qu'à la fin du mois d'avril prochain, le nom de l'entreprise qui aura décroché le marché pour la construction de la Grande-Mosquée d'Alger sera connu.

Tout comme il annoncera que le complexe de la cité des Kiram, dont les travaux ont démarré en 2000, sera réceptionné avant la fin du mois d'avril prochain.

M. B.

LA PROTESTA  
PERDURE À EL TARF

Les diplômés  
ferment la RN44  
à la circulation

Plus d'une centaine de diplômés issus des différentes communes de la wilaya d'El Tarf ont fermé, durant tout l'après-midi d'hier, la RN44 à la circulation, en signe de protestation contre le déni du droit à un poste d'emploi et à une vie digne.

«Nous avons opté pour cette action car le wali n'a pas daigné nous recevoir. C'est le seul moyen de pousser les autorités à lâcher du lest. Les autorités vont à l'encontre des orientations du président qui leur a intimé l'ordre de garder les portes de l'administration grandes ouvertes à la population», ont-ils fait savoir.

Les protestataires ont barricadé la route en improvisant une ceinture humaine étanche. Ils avaient la ferme intention d'en découdre avec les forces de l'ordre, lesquelles se sont abstenues d'intervenir pour libérer la route. Reste que cette action de révolte est en train de se répéter chaque lundi, journée de réception du wali de surcroît !

Daoud Allam

OGGAZ (MASCARA)

Des chômeurs ferment  
la RN4 en protestant  
devant la cimenterie

De nombreux jeunes chômeurs de la région de Sig et Oggaz ont protesté dimanche dernier en fin d'après-midi devant la cimenterie d'Oggaz, perturbant la circulation sur la RN4. Ils sont montés au créneau pour revendiquer du travail. Hier matin, ils se sont rassemblés devant la daïra de Sig. Des promesses auraient été faites aux protestataires de venir à bout de leur problème, mais en vain, et la RN4 a été de nouveau fermée. Des accrochages ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre. Hier, à la mi-journée, la situation n'avait pas évolué. Les protestataires dénoncent le recrutement de personnes venues d'ailleurs, selon eux. Par le passé, ils avaient observé un sit-in devant le même complexe. Rappelons que durant la semaine écoulée, le même scénario s'est déroulé devant la cimenterie de Zahana où des jeunes, particulièrement ceux de Djenane Meskine, avaient déclaré que non seulement ils étaient victimes de la pollution, mais n'avaient pas droit au travail.

M. Meddeber

NAÂMA

«Les agents de sécurité  
de la Spas protestent»

Les agents de sécurité de la Spas (Société des agents de sécurité), relevant de la filiale Sonelgaz, ont battu le pavé en décidant d'entamer une action de protestation contre leur situation socioprofessionnelle. Ils étaient nombreux à répondre à l'appel de ce rendez-vous, organisé dernièrement, devant le siège de la direction Sonelgaz, pour manifester leur mécontentement.

Les contestataires indiquent qu'ils se sont engagés avec les services de l'Inspection du travail, avec lesquels ils se sont mis d'accord pour une série de revendications, dont l'élaboration d'un contrat à durée indéterminée (CDI), l'exécution des décisions prises par la justice, la délivrance des attestations de réussite aux différentes formations et des recyclages suivis dans les écoles de formation et bien d'autres revendications non encore satisfaites par la tutelle.

Les protestataires de la Spas espèrent que les pouvoirs publics reverront leur situation professionnelle qui demeure défavorisée.

B. Henine